Contre la réforme des retraites, les communistes mobilisés pour gagner !

Résolution du conseil national du PCF - 4 et 5 février 2023

Les premières journées de mobilisation ont montré un rejet massif par les Françaises et les Français du projet de réforme des retraites du gouvernement portant l'âge légal de départ en retraite à 64 ans et allongeant la durée de cotisation.

Jours après jours, les mensonges du gouvernement ne parviennent pas à masquer la brutalité de sa réforme : ce sont les ouvrier·es, les employé·es, celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt, qui exercent des métiers pénibles les plus précaires, les femmes, les jeunes, l'immense majorité du monde du travail, qui seront touché·es. Ce sont les plus belles années à la retraite, celles en bonne santé, qui sont frontalement attaquées.

Pour les communistes, comme pour l'immense majorité du pays, c'est inacceptable ! **Nous sommes pleinement mobilisé·es aux côtés des salarié·es et de l'intersyndicale, avec l'ensemble des forces de gauche et écologistes, pour que le gouvernement retire sa réforme.**

Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, avec les parlementaires des groupes GDR et CRCE, poursuit le travail avec tous les groupes de gauche et écologistes de l'Assemblée nationale et du Sénat pour amplifier, avec l'ensemble des communistes, l'intervention de nos forces dans cette mobilisation à l'heure de l'ouverture du débat parlementaire. Nous appelons également à faire grandir le mouvement des maires et élu·es solidaires avec le mouvement social par des appels unitaires dans tous les départements. Et nous invitons à faire connaître le contenu néfaste de la réforme des retraites en diffusant largement le numéro hors-série de *L'Humanité*, journal acteur de la lutte actuelle.

Rien n'impose une réforme d'une telle violence, d'autres solutions sont possibles pour garantir un système plus juste, plus solidaire et plus efficace. Ce que veut en réalité le pouvoir, c'est contraindre le pays à subir de nouveau une austérité budgétaire drastique, comme l'exigent les marchés financiers et la Commission européenne à leur service. Cette politique est chaque jour davantage rejetée par les peuples européens comme le montre, au-delà du mouvement dans notre propre pays, la puissante mobilisation des travailleuses et travailleurs britanniques.

La réalité du travail est si dure que repousser l'âge de la retraite serait insupportable pour des millions de salarié·es subissant déjà l'intensification de l'activité, des conditions difficiles pour des salaires amputés par une inflation élevée, des contrats courts et horaires décalés jusqu'à l'uberisation. La voie du progrès, c'est au contraire la transformation profonde du travail, la création d'emplois, l'augmentation des salaires et l'égalité professionnelle femmes-hommes, la formation, la prise en compte des qualifications et de la pénibilité. La voie du progrès, c'est de répondre aux immenses besoins de service public et de productions nouvelles écologiques et sociales. C'est là un vrai projet de civilisation.

Notre projet est celui d'une retraite à taux plein à 60 ans pour toutes et tous, intégrant la prise en compte des années d'études et de formation, du nombre d'enfants, de la pénibilité avec des droits au départ anticipés et une Sécurité sociale du XXIe siècle, bien commun de ses cotisant·es. Nos propositions de financement reposent sur des innovations comme la création d'une cotisation sur les revenus financiers des entreprises ; une modulation à la hausse des cotisations sociales pour les entreprises qui attaquent l'emploi, les salaires et la formation. En effet, au moment où six millions de nos concitoyennes et concitoyens sont complètement ou partiellement privés d'emploi, la sécurisation de l'emploi et de la formation n'est pas seulement une exigence puissante de nos concitoyennes et concitoyens, c'est la clé du progrès social. Elle appelle la création de nouveaux pouvoirs d'intervention des salarié·es dans l'entreprise comme dans la société.

Pour toutes ces raisons, **le monde du travail n'a pas d'« effort » supplémentaire à faire. Tout appelle à transformer le travail pour lui redonner un sens.** Il faut permettre à chacune et chacun de s'émanciper d'un système qui considère les êtres humains comme une simple force de travail exploitable à merci, jusqu'à ce qu'elle soit « usée ». Il est temps pour notre société d'entrer dans une nouvelle relation avec les entreprises. La priorité doit cesser d'aller à la rentabilité du capital. Elle doit aller au développement de toutes les capacités humaines.

La journée du 31 janvier a été marquée par une mobilisation historique, avec la participation de 2,8 millions de manifestant·es, à travers 258 manifestations dans toute la France. 9 travailleuses et travailleurs sur 10 rejettent la réforme et les 2 tiers de la population soutiennent ces mobilisations. Face à une telle levée en masse, l'obstination de la Première ministre à affirmer que le recul de l'âge de départ est « non négociable » est une provocation et un déni de démocratie.

En outre, nous condamnons la manœuvre visant à permettre que la motion référendaire d'extrême droite soit présentée à l'Assemblée nationale en lieu et place de celle portée par André Chassaigne, président du groupe GDR-Nupes, au nom de l'ensemble des groupes de gauche et écologistes. En agissant ainsi, le gouvernement montre que pour préserver les intérêts du capital avec sa réforme, il est prêt à prendre le risque de permettre au RN, qui défend en réalité un projet de régression pour notre système de retraite, d'apparaître comme un recours alors qu'il ne l'est en rien, bien au contraire, tant son projet antisocial, xénophobe et raciste menace gravement la République. La réalité, c'est que le président Macron craint le référendum, nous continuons de l'exiger.

Plus que jamais nous appelons à l'amplification de la mobilisation, les 7 et 11 février prochains et à la poursuite d'initiatives communes des forces de gauche et écologistes pour le retrait de la réforme et l'exigence d'une bonne retraite avec l'organisation de temps forts politiques, meetings et réunions publiques partout en France.